

Manifestation montréalaise contre la continuelle Nakba palestinienne La pacifiste réponse Solidaire contre le massacre est pro-impérialiste



Ce samedi 15 mai à Montréal comme ailleurs au Canada et dans le monde se commémorait la Nakba (catastrophe) de 1948 quand l'armée et les paramilitaires sionistes ont chassé d'une grande partie de la Palestine des centaines des milliers de personnes terrorisées par des massacres ciblés. Plusieurs milliers de Palestiniennes et Palestiniens et leurs alliées, surtout jeunes, survoltées et ne cessant de scander des slogans ont manifesté contre la Nakba qui continue avec le macabre jeu de massacre de l'armée de l'État sioniste contre la prison à ciel ouvert qu'est la bande de Gaza. ([Voir mon album de photos](#))

Ce nouvel épisode répressif a pour origine la mobilisation d'habitantEs du quartier de Sheikh Jarrah, à Jérusalem, contre l'expulsion programmée de deux familles palestiniennes de leur maison. Une expulsion qui s'inscrit dans la politique de judaïsation systématique de la partie palestinienne de la ville, menée conjointement par le gouvernement israélien et par les organisations de colons les plus extrémistes. Face à la mobilisation des habitantEs de Sheikh Jarrah et de leurs soutiens israéliens et palestiniens, les autorités israéliennes ont, comme à leur habitude, envoyé la police et l'armée pour réprimer les manifestantEs. (NPA-France)

Cette agression colonialiste en dents de scie de l'État sioniste n'a de cesse depuis la Nakba de 1948. Elle s'est intensifiée sous le gouvernement Netanyahu, une coalition minoritaire droite extrême / extrême-droite religieuse qui tente de s'accrocher au gouvernement, après quatre élections de suite sans majorité, en intensifiant plus que jamais l'écrasement du peuple palestinien afin de renforcer l'unité nationale belliciste et raciste pour gagner cette majorité... et éviter à son chef la prison pour corruption. Depuis deux ans selon l'expert de gauche [Julien Salingue](#), le gouvernement sioniste a tué 170 personnes palestiniennes, détruit 1200 maisons et arrêté 11 000 personnes. La violence anti-palestinienne est quotidienne contre ce peuple littéralement emmuré au point que l'organisation étasunienne [Human Rights Watch](#) a fini par récemment conclure que « [d]es politiques israéliennes abusives constituent des crimes d'apartheid et de persécution [et que] [c]es crimes contre l'humanité devraient déclencher des actions pour mettre fin à la répression envers les Palestiniens. »

Mais selon certains il faudrait plutôt blâmer les imprécises et primitives roquettes du Hamas contre lesquelles Israël aurait le droit de se défendre de dire les Biden, Macron, Trudeau et tutti quanti ? Peu importe ce qu'on pense de la pertinence de cette action, les imparfaites organisations gouvernant le peuple palestinien — faudrait-il que l'opprimé soit parfait pour mériter l'appui des bien pensantes classes moyennes ? — devraient-elles s'asseoir sur leurs deux mains pendant que le peuple encaisse ? C'est d'ailleurs ce que fait l'Autorité palestinienne, à la solde et à la merci du gouvernement sioniste, gouvernant les morceaux éparses de la Cisjordanie sans cesse grignotés par la colonisation israélienne, proscrite par le droit international de l'ONU, et qui a encore reporté ces élections qu'elles perdraient sans doute. Le Hamas, gouvernant la prison à ciel ouvert de Gaza, a choisi le tir de roquettes en assumant la riposte cent fois pire qui suivrait.

Se pourrait-il qu'Israël qui contrôle hermétiquement l'accès à Gaza, avec le concours de son allié égyptien pour la frontière sud, laisse importer les composantes des roquettes afin de se parer ensuite de l'excuse parfaite du terrorisme islamiste pour à la fois cacher ses crimes constants contre l'humanité et ses bombardements genre cynique tir au pigeon dans la prison de Gaza ? Le peuple palestinien, avec un rapport de force très défavorable et presque sans soutien international conséquent contrairement à Israël, et même sans soutien internationaliste de masse autre que sporadique, n'aurait-il pas consenti à accepter des souffrances indicibles afin de faire payer aux forces sionistes un prix élevé, selon leur confortable standard occidental peu tolérant des souffrances, afin de freiner l'incessante extension de l'occupation et de l'intensification de la répression ?

Au lieu d'un appui ferme et clair à la Palestine, un blâme au Collectif antiraciste du parti

C'est un appui clair et franc qui lui faut et non pas ces platitudes d'appels à la négociation et au respect des droits qui renvoient dos à dos oppresseur et opprimé et dont se fout complètement le gouvernement sioniste sachant qu'il n'aura pas à payer le prix de sa barbarie. C'est dans cet inacceptable esprit fourbe que Québec solidaire a pris l'initiative de faire voter par l'Assemblée nationale une motion unanime que voici :

Que l'Assemblée nationale exprime son inquiétude au sujet de la montée des tensions et condamne l'augmentation des violences en Palestine et en Israël;

Qu'elle s'inquiète pour les populations vulnérables et sans défense qui subissent ce conflit;

Qu'elle déplore les nombreux morts et blessés notamment des enfants;

Qu'elle réitère un appel à la négociation afin de trouver une solution politique, juste et pacifique au conflit actuel;

Qu'elle appelle également au respect des droits et libertés fondamentales de l'ensemble des citoyens et citoyennes de la Palestine et d'Israël;

Qu'enfin, elle réaffirme le soutien indéfectible du Québec à une solution négociée entre les deux parties.

Cette manie de QS de jeter au panier la réalité de l'oppression et de l'exploitation pour obtenir l'unanimité des partis est un cadeau politique aux partis de droite qui se donnent ainsi un vernis progressiste et un avilissement de la gauche qui trahit sa politique. À l'électorat, il envoie un message de confusion.

Cette confusion a d'autant plus obscurci le tableau que la même journée que celle de la commémoration de la Nakba son Conseil national blâmait son Collectif antiraciste et décolonial (CAD) sous le prétexte de certaines critiques sévères de ce collectif à l'égard de la direction du parti. Celle-ci ne veut pas reconnaître que si le racisme systémique imprègne la société québécoise, ce que reconnaît Québec solidaire contrairement au gouvernement de la CAQ, il pénètre aussi un parti de 20 000 membres.

Inutile de dire que c'est cette décision qui a retenu [l'attention médiatique](#), et non les insipides axes programmatiques qui n'engagent à rien, avant que la porte-parole femme annonce à la fin des assises qu'elle passait le flambeau de principale porte-parole à son collègue homme représentant la nouvelle génération militante issue du Printemps érable de 2012. On peut cependant faire l'hypothèse qu'elle paie le prix du suivisme du parti envers la catastrophique gestion pandémique de la CAQ en 2020 ce qui avait mécontenté une bonne partie de la base du parti l'automne dernier. Cette démission partielle résulte peut-être aussi d'un inutile antagonisme nationaliste envers le CAD ce qui a abouti à une dommageable solution à deux pas de l'expulsion.

Oubliée la clarté politique pro-Palestine de l'ex et premier député Solidaire

La direction du parti aurait pu reprendre à son compte l'excellente déclaration de l'ex et premier député Solidaire Amir Khadir. Présentée à l'Assemblée nationale, elle aurait démarqué Québec solidaire des partis de droite tout en les démasquant :

En Palestine, c'est encore une fois l'horreur! Encore une fois, alimentée par les politiques racistes de nettoyage ethnique et de colonisation du gouvernement israélien, l'armée israélienne bombarde et massacre des civils palestiniens. Plusieurs dizaines ont été tués et plusieurs centaines sont blessés. Des maisons et des vies encore une fois détruites par rage d'un gouvernement dénué de toute humanité.

La colonisation brutale, illégale et raciste des terres palestiniennes par Israël depuis 60 ans ne laisse que ruines et souffrances à des millions de Palestiniens qui sont privés de leurs maisons, de leurs terres et de leur liberté de mouvement - dans le seul but de faire de la place à l'expansion de colonies basées sur une vision du monde raciste dominée par une orthodoxie religieuse. Cette politique de colonisation est menée par tous les gouvernements qui ont gouverné Israël depuis des décennies. Mais elle a pris de l'ampleur et de la violence sous l'impulsion des ultranationalistes de droite qui maintiennent au pouvoir Benjamin Netanyahu, Premier ministre d'Israël, poursuivi pour corruption par la justice israélienne et connu pour être le plus proche allié international et admirateur de Donald Trump.

Le gouvernement Canadien a le devoir moral de dénoncer les expulsions massives racistes à l'encontre des Palestiniens à Jérusalem, où les familles de la partie orientale de la ville ont été expulsées et brutalisées.

Le temps presse pour agir.

Je joins ma voix à celle de la Coalition BDS Québec et CJPMO Canadiens pour la justice et la paix au Moyen Orient qui exhortent le Parlement canadien à faire preuve de leadership et à débattre de la réponse du Canada à cette urgence. Les expulsions forcées et les expansions de colonies sont des obstacles à une solution pacifique à long terme et une violation de la loi internationale. L'Union européenne et les États-Unis s'émeuvent, mais ne prennent aucune mesure. Cette violence et la terreur de l'État d'Israël sont inacceptables. Nous devons prêter main-forte aux familles palestiniennes face à l'oppression répétée et l'apartheid imposés au peuple palestinien.

Marc Bonhomme, 17 mai 2021

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca